



**HAL**  
open science

## Quelle architecture pour le monde qui vient ?

Mathias Rollot

► **To cite this version:**

Mathias Rollot. Quelle architecture pour le monde qui vient ?. Révéler, Cultiver, Réhabiter, 2021.  
hal-03543222

**HAL Id: hal-03543222**

**<https://hal.science/hal-03543222>**

Submitted on 8 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# quelle architecture pour le monde qui vient ?

## - Mathias Rollot

---

*Mathias Rollot a reçu une formation d'architecte et a pratiqué pendant une dizaine d'années dans les domaines de la conception, de la maîtrise d'œuvre et de l'expertise. Après un doctorat aux côtés de la philosophe Chris Younès, il a écrit, traduit et édité une quinzaine d'ouvrages de recherche sur des sujets tels que la théorie de l'habitabilité, les conditions de possibilités de l'architecture contemporaine ou encore l'histoire du biorégionalisme. Il vit et travaille aujourd'hui en tant qu'enseignant-chercheur à Nancy.*

---



## De la crise existentielle de la ruralité...

Depuis quelques décennies déjà, il est courant de dire et de penser la ruralité exprimée au filtre du lexique de la vie et du vivant : en tous lieux, on entend débattre de sa « vitalité », des conditions de sa « revitalisation » ou des raisons de sa « dévitalisation ». Un petit pamphlet publié par l'agricultrice Anne-Cécile Suzanne dans *Le Monde* du 29 décembre 2020 me fait toutefois constater qu'il est beaucoup plus rare, mais pas moins intéressant, d'entendre la problématique posée au filtre de la pensée de *l'existence*.

Intitulée « Cette campagne que l'on oublie », la tribune est à lire comme un éloge de « la campagne » autant que comme une attaque en règle de « la ville » ; c'est un cri plein d'énergie autant qu'une longue plainte désespérée. On regrettera que le texte soit farci de stéréotypes en tous genres, des caricatures qui reconduisent allégrement les dualités bien connues : la ville contre la campagne, les élus contre les citoyens, les normes contre le bonheur, les vegans contre le bon sens, etc. Mais ce qui frappe à la lecture de l'article est surtout la façon dont il témoigne, à merveille, *de la crise existentielle de la ruralité*. Mme Suzanne insiste en effet : « la ruralité a le droit

d'exister » – ce qui n'est évidemment qu'une formule, l'existence n'ayant jamais pu relever du domaine du droit. On ne demande pas le droit d'exister, pas plus qu'on ne peut l'accorder ; l'existence germe, s'acquiert, s'étend – qu'on le lui ait permis ou non. Or, la ruralité, justement, se meurt d'exister. Mais exister aux yeux de qui, au juste ? Ou, autrement formulé : si la ruralité n'existe plus, « où est-ce » : dans les esprits, dans les cœurs ? Ou bien à la télévision, dans les médias, dans les discours officiels ? Pour Anne-Cécile Suzanne, la ruralité « en a marre qu'on ne parle que banlieues, bio et 5G », « alors [elle] vote pour le Rassemblement national, [elle] bloque quelques ronds-points, juste pour exister un peu au regard de la ville, le temps de reportages télévisés ».

## le patrimoine bâti rural et les villages continuent leur déclin dans une sorte d'indifférence générale

Comme tout territoire, « la ruralité » française voudrait donc être mise en situation d'existence. J'emploie ici à dessein la forme passive, en ce que, comme cela a bien été raconté par de nombreux philosophes, l'humain « n'a pas la capacité de se faire auto-exister »<sup>1</sup> : exister, c'est exister en l'autre, chez l'autre, c'est *être existé* par lui. Ainsi en va-t-il de la

campagne déplorée, qui aimerait bien qu'on s'intéresse à elle, qu'on parle d'elle, voire, sans doute, qu'on lui demande son avis, qu'on la fasse parler. De sorte que le sujet ne serait pas tant le nombre de personnes vivant à la campagne, que le fait que leurs vies seraient, en quelque sorte, *inexistantes*. N'est-ce pas ce dont parle aussi le collectif Paysages de l'Après-Pétrole, lorsqu'il dénonce ce fait qu'« à l'heure actuelle, le patrimoine bâti rural et les villages continuent leur déclin dans une sorte d'*indifférence générale*, à l'exception, autour de sites exceptionnels, de quelques bulles d'espaces préservés et valorisés »<sup>2</sup> ?

*Le Jardin de Babylone*, magistral ouvrage de Bernard Charbonneau paru en 1969 et republié en 2002 par les éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, retrace magnifiquement cette histoire d'un territoire national entièrement reconfiguré par la modernité pour devenir

<sup>1</sup> Neuberger, Robert, *Exister. Le plus fragile des sentiments*, Paris, Payot, 2012, p. 49.

<sup>2</sup> François Tacquard, Mathilde Kempf, Armelle Lagadec, « Beaux villages de France ? Pour un urbanisme rural au chevet de nos campagnes », dans Collectif PAP, *Villes et territoires de l'après-pétrole, Le paysage au cœur de la transition*, Paris, Le Moniteur, 2020, p.147. Je souligne.

le jardin d'une métropole parisienne l'utilisant comme un pur moyen au service de ses fins à elle (moyen de se nourrir, moyen de se divertir, moyen de se valoriser). S'il me semble intéressant de revenir sur la question pour mettre en relation cette crise existentielle de la campagne contemporaine avec les expérimentations menées par Territoires pionniers ces dix dernières années, c'est qu'à l'évidence ce n'est pas tout à fait un hasard si ces résidences fantastiques, d'un genre nouveau, ont choisi d'enquêter sur des territoires tels que ceux de Ceton, Mortain, La Ferrière-aux-Étangs, Trévières et Sainteny – des communes normandes de respectivement 1800, 1500 et 900 habitants. Cette « structure culturelle nouvelle génération » n'est pas seule pour autant sur ce terrain ; tout au contraire, son activité-activiste est un témoin parmi bien d'autres du regain d'intérêt national pour cette « crise existentielle de la ruralité » évoquée à l'instant.

Sa naissance coïncide tout à fait avec l'émergence, en 2009, du réseau Espace rural & projet spatial, un organisme de partage, de recherche et d'enseignement autour des questions de ruralité et de la place de l'architecte, de l'urbaniste, du paysagiste et du « projet » en son sein<sup>3</sup>. Un peu avant encore, c'est aussi l'ENSA de Nancy qui initiait, dès 2006, une pratique d'enseignement « hors-les-murs » engagée sur les territoires ruraux, leurs habitants et problématiques propres. « Profondément convaincu que les enjeux d'urbanisme ne se limitent pas à quelques projets phares et médiatiques dans les grandes métropoles »<sup>4</sup>, l'enseignant et urbaniste praticien Marc Verdier y aura défendu la ruralité pendant plus de quinze ans et autant de sessions pédagogiques *in-situ* en partenariat avec des Parcs Naturels Régionaux. Il insiste à ce sujet : « La ruralité est un lieu d'expérimentation et de projet pour les Parcs depuis 1967, pour les CAUE depuis 1977... mais finalement est un sujet relativement peu présent dans les pédagogies des Ecoles d'Architecture. ». Son objectif est clair, il ne s'agit pas de « former des architectes de "campagne" », mais de montrer à quel point « les territoires ruraux, par la spécificité de leur organisation et l'interrelation entre les matières et sujets qu'ils impliquent et les proximités avec les acteurs qu'ils supposent, constituent une valeur

---

<sup>3</sup> <https://erps.archi.fr>

<sup>4</sup> Marc Verdier (éd.), *Projets d'extensions urbaines dans le massif des bauges. Chronique d'un atelier*, ENSA Nancy, 2006, p.15.

générique de formation pour nos étudiants architectes<sup>5</sup> ». Autant, bien sûr, que de profiter de l'École d'Architecture comme d'un moyen de contribuer à la métamorphose des territoires.

À l'échelle internationale, enfin, il est tout à fait significatif que l'OMA/AMO ait pu livrer tout récemment une magistrale exposition au Guggenheim de New York intitulée *Countryside, The Future*<sup>6</sup>, dans le même temps que prenait place à la Triennale de Lisbonne la très remarquée exposition *Agriculture & Architecture : Taking the Country's side*<sup>7</sup>. Partout, les sujets se déplacent, les problématiques se réorganisent ; l'architecture semble commencer sa mue... Car ces intérêts nouveaux (ou a minima renouvelés) pour « ce qui n'est pas la ville » s'inscrivent pleinement dans tout un faisceau contemporain de réflexions interdisciplinaires sur les rapports entre urbain et non-urbain, humain et non-humain,

**Partout, les sujets se déplacent, les problématiques se réorganisent ; l'architecture semble commencer sa mue...**

et les manières de déconstruire ces dualités qui nous empêchent de penser autrement nos écosystèmes partagés dans toutes leurs complexités. Mais ils portent surtout en eux un propos très fort, sur une autre question prégnante pour les métiers de la conception et de la construction, une problématique plus disciplinaire celle-ci : *qu'advient-il de l'architecte et de l'architecture au 21<sup>e</sup> siècle ?*

### **...à la crise existentielle de l'architecture**

Là où il pouvait paraître assez simple d'envisager l'architecte comme le garant des savoirs sur le monument – cet objet magistralement isolé, ordonné, composé, stylisé –, en quoi se tourner encore vers des architectes si l'enjeu contemporain n'est plus le bel objet mais le devenir des dynamiques territoriales croisées, ou si la question n'est plus celle de l'expérience spatiale extraordinaire, mais celle des relations problématiques entre d'une part faits économiques, sociaux et politiques, d'autre part mutations comportementales et technologiques, et enfin métamorphoses environnementales accélérées et catastrophiques ? Après tout, il n'est pas évident

<sup>5</sup> Marc Verdier (éd.), *Campagnes en projets (2005-2015), 10 ans d'ateliers territoriaux*, ENSA Nancy, 2015, p.14.

<sup>6</sup> <https://www.guggenheim.org/exhibition/countryside>

<sup>7</sup> <https://2019.trienaldelisboa.com/en/exposicoes/agriculture-and-architecture-taking-the-countrys-side/>

que ladite *crise existentielle de la ruralité* concerne en quoique ce soit l'architecte et l'architecture...

Ces débats renvoient inmanquablement aux nombreuses interrogations sur la discipline et le métier, et leurs possibles évolutions. C'est la question de savoir ce qu'on pourrait encore attendre aujourd'hui de l'architecture, à l'heure où « la technologie se propose d'être l'architecte de nos intimités »<sup>8</sup>. Ou encore quels rôles et responsabilités confier encore aux architectes et aux urbanistes, si c'est aux informaticiens et aux commerciaux de la *smart city* et du *smart landscape*<sup>9</sup> qu'on demande de penser et de remodeler nos territoires. Fin 2016, à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille, une très sérieuse rencontre nationale s'interrogea très explicitement : « Pourquoi et comment l'architecture est-elle encore utile ? ». Si la question est posée, c'est d'une part que la question se pose, et d'autre part que les réponses ne sont finalement plus si évidentes qu'elles ont pu l'être par le passé. De même, en 2019, avec *Nos jours heureux, Architecture et bien-être à l'ère du capitalisme émotionnel*<sup>10</sup>, le prestigieux Centre Canadien d'Architecture proposait de s'accorder sur ce fait que, dans un monde dopé aux évaluations, « les éléments de base de l'architecture, comme la surface, le plan et l'orientation, ne sont plus conçus comme les renseignements les plus pertinents » pour les futurs habitant-es : ce qu'il faudrait, pour être heureux, ce ne serait plus le projet politique d'une architecture de qualité, mais un ensemble inter-individuel de surfaces à meubler, au service d'identités visuelles clés-en-main. Plus récemment encore, un consortium de syndicats et d'institutions architecturales a cru bon d'écrire une lettre ouverte au Premier Ministre pour lui rappeler l'existence de leur métier tandis que le gouvernement semblait s'interroger sur l'absence d'acteurs capables de prendre en charge la rénovation des passoires thermiques du pays...<sup>11</sup>

<sup>8</sup> Sherry Turkle, *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies de moins en moins de relations humaines*, L'échappée, 2015, p.19.

<sup>9</sup> Rem Koolhaas, « Le territoire intelligent », dans R. d'Arienzo et al., *Ressources urbaines latentes*, Métispresses, 2016, pp. 89-94.

<sup>10</sup> Francesco Garutti (éd.), Steinberg Press, 2019, 326p.

<sup>11</sup> « Le Gouvernement semble comprendre que pour analyser un bâtiment existant, déterminer quels travaux sont pertinents dans une cohérence globale, choisir des entreprises fiables au meilleur prix, un professionnel est indispensable. Pour l'ensemble de ces missions, il existe dans la langue française un mot clair, celui de « métier ». Et le métier de celui qui conçoit et assure la bonne exécution des travaux, c'est celui d'architecte. Nous sommes consternés de constater que le Ministère du logement ignore encore une fois l'existence des architectes » (Collectif, « Avec les architectes, pour une rénovation de qualité », 7 avril 2021).

Ces quelques constats ne sont que les reflets de la partie émergée d'un iceberg bien plus gigantesque, que l'esprit peine à concevoir pleinement ; des îlots témoignant à la fois d'une inadaptation et d'un abandon croissant de la discipline architecturale dans le monde contemporain. Ce fait nous place face à au moins deux possibilités : l'abandon, ou la réinvention du sujet obsolète. Ce choix apparent – binarité classique de toute situation d'obsolescence –, doit toutefois être complexifié pour ne pas être traité comme s'il s'agissait d'un simple débat interne à la discipline architecturale (quel débat d'ailleurs pourrait bien l'être?<sup>12</sup>). En le précisant dans les lignes qui vont suivre, j'essaierai au mieux d'y inclure quelques-uns des tenants sociaux, politiques et éthiques qui y sont en jeu ; l'objectif étant de montrer la place, tout à fait intéressante, que peut tenir l'association Territoires pionniers et ses actions militantes de terrain au sein de ces débats.

### Premier scénario : ruine de l'architecture

Disons premièrement qu'il est tout à fait possible de choisir (consciemment d'accepter cette inadaptation radicale de « l'architecture » face à un monde en pleine métamorphose. Accepter ce qu'annonce froidement – et, certes, ce que déplore ! – l'architecte Alain Sarfati, à savoir que « le diagnostic est simple : nous allons vers une disparition annoncée, peut-être programmée, de l'architecture. »<sup>13</sup>. Après tout, c'est une évidence : nous pouvons vivre, et même habiter sans architecte et sans architecture. Un tel scénario pourrait tout à fait convenir aux défenseurs de l'autonomie habitante, aux critiques

**nous pouvons vivre,  
et même habiter  
sans architectes  
et sans architecture**

de l'expertise et aux anarchistes en tout genre – d'Ivan Illich<sup>14</sup> à Murray Bookchin<sup>15</sup>, la liste des théoriciens en faveur d'un tel paradigme serait aussi longue que passionnante à établir. Paradoxalement, toutefois, seraient probablement tout aussi ravis de cet mise au rebut de l'architecture les tenants de la domotique

<sup>12</sup> Jeremy Till, *Architecture Depends*, MIT Press, 2009.

<sup>13</sup> Lettre ouverte disponible en ligne à l'adresse : <https://www.sarea.fr/pdf-2/03.pdf>

<sup>14</sup> Voir la position éminemment anti-architecte de l'auteur dans un texte comme « L'art d'habiter », conférence donnée en 1984 devant un parterre d'architectes au Royal Institute of British Architects ; texte récemment republié sur *Topophile* à l'adresse : <https://topophile.net/savoir/lart-dhabiter>

<sup>15</sup> *Écologie sociale. Penser la liberté au-delà de l'humain*, Marseille, Wildproject, 2020.

et de la ville automatique, les chantres de la numérisation et de la robotisation du monde, et les dominants assis sur le capitalisme de surfaces et du bien-être : tout un pan idéologique, radicalement opposé au premier univers évoqué, et aux nourritures intellectuelles *technophiles* et centralistes non moins nombreuses.

En d'autres termes, ce pourrait être la technologie, l'ingénierie et le capitalisme cognitif, ou bien la débrouille, l'autodétermination structurée et l'entraide populaire – la dystopie des uns faisant l'utopie des autres et *vice versa*. Ou plus probablement, un mélange des deux ? Peu importe, pour l'heure, l'intérêt cognitif de ces scénarios évoqués étant simplement de faire entendre *la possibilité d'une telle disparition*. Peu d'architectes acceptent de le reconnaître, mais c'est un fait certain : l'architecture *pourrait* s'arrêter. Voire, plus précisément : *nous pourrions*<sup>16</sup> choisir d'en finir avec cette tradition experte millénaire, de l'exacte même façon que nous avons cessé de poursuivre bon nombre de traditions anciennes non moins fantastiques, de la peinture à l'huile à la gravure sur marbre, jusqu'aux bas-relief et aux mosaïques de céramique – et bien d'autres savoir-faire historiques encore.

## Second scénario : métamorphose de l'architecture

Un deuxième scénario se dessine aux côtés de ce premier : celui de la transformation, nécessairement radicale, de la discipline et de ses protagonistes. L'obsolescence étant avant tout une opportunité de réinvention stimulante<sup>17</sup>, nous pouvons aussi choisir, collectivement, architectes et non architectes, de transformer « l'architecture » pour lutter contre son abandon ou son obsolescence constatée. Or cela, à nouveau, peut être réalisé dans deux directions bien différentes : ou bien nous pouvons choisir de convertir l'architecture au monde actuel, ou bien nous pouvons chercher à la transformer pour qu'elle puisse devenir un outil de lutte contre ce monde.

Dans le premier cas de transformation – changement auquel contribuent déjà activement bon nombre d'acteurs de la fabrique urbaine actuelle –, il est question de transformer la discipline pour la soumettre entièrement à la société contemporaine telle que nous la vivons actuellement, avec son libéralisme économique

---

<sup>16</sup> Ce « nous » n'incluant, bien sûr, pas beaucoup d'architectes – partis prenantes dans l'affaire !

<sup>17</sup> Mathias Rollot, *L'obsolescence. Ouvrir l'impossible*, Métispresses, 2016.

accélééré et démesuré, son productivisme et son extractivisme éhonté, ses modalités consommatoires, normatives et sécuritaires. C'est la version « développement durable » de l'architecture : la mise en durabilité du paradigme développementiste. Que devient l'architecte dans un tel monde ? A n'en pas douter, ils n'en sont déjà pas très loin, les grouillots d'agences formés aux logiciels de la Silicon Valley et assujettis aux *desiderata* des promoteurs qui les emploient ; ils se retrouvent à servir un façadisme à la mode pour cacher l'uniformité et faire vendre des logements standardisés au plus haut prix. Que reste-t-il encore d'« Architecture » dans leur pratique bien transformée pour convenir en tout point aux politiques urbaines et au marché de l'immobilier en vigueur ?

Dans le second cas de transformation de l'architecture, s'il s'agit de transformer la discipline devenue obsolète, ce n'est pas pour mieux l'adapter à notre *modernité liquide*<sup>18</sup>, mais au contraire pour en saisir les éléments capables d'y résister le plus efficacement, et les développer encore. Alors figure contre-culturelle, arme de lutte, outil de résistance, l'architecte doit *justement* ! aller chercher ce qui faisait de l'architecture une figure « obsolète », son *archaïcité fondamentale*<sup>19</sup> : ses tendances à la lenteur, à la permanence et à la lourdeur ; ses outils de regard critique et de projection spéculative-utopiste sur le réel terrestre ; ses méthodes pour penser en bonne synergie les besoins présents et les devenirs futurs des vivants et des lieux ; ses capacités à analyser, représenter et projeter les milieux habités *via* des techniques spatiales *bioclimatiques*, *low-tech* et/ou *low-cost* ; ou encore les manières de penser collectivement les transformations territoriales<sup>20</sup>. Bref, ce que peut-être Panos Mantziaras exprimait aussi en affirmant que « si l'architecture doit à tout prix subsister [...] c'est parce qu'elle seule peut produire certaines figures de connaissances critiques à l'ère de l'Anthropocène »<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> Zygmunt Bauman, *La vie liquide*, Paris, Pluriel, 2005.

<sup>19</sup> Stéphane Bonzani (éd.), *L'archaïque et ses possibles*, Genève, Métispresses, 2020 ; Mathias Rollot, *Les territoires du vivant. Un manifeste biorégionaliste*, Paris, François Bourin, 2018.

<sup>20</sup> Méthodes collectives qui ne datent pas de « la participation » moderne, si du moins on se souvient des écrits de Lewis Mumford rappelant par exemple que « les citoyens de Florence choisissaient eux-mêmes, par un vote, le type de piliers qui soutiendraient leur cathédrale ». Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire* (1989), Marseille, Agone, 2011, p.434.

<sup>21</sup> Panos Mantziaras, « Pour une épistémologie de l'architecture », in Jean-Louis Cohen (dir.), *L'architecture entre pratique et connaissance scientifique*, Paris, éditions du Patrimoine, 2018, p. 37.

C'est, à l'évidence, au déploiement de ce dernier scénario de transformation qu'ont contribué, très activement et efficacement, les formidables expérimentations menées par Territoires pionniers durant toute la décennie 2010.

**C'est, à chaque fois, d'une mutation stimulante de la discipline architecturale dont il s'agit**

---

Au travers des débats, des résidences, des expositions, des actions de médiation, au travers des mots et de la posture même qu'incarne Élisabeth Taudière et son équipe, on retrouve cette même volonté de montrer que l'architecture ne se réduit pas à la maîtrise d'œuvre ; que les architectes sont des libérateurs de potentiels, des catalyseurs de paroles et de projets collectifs ; que les flux et les dynamiques territoriales peuvent être saisies et mises en mouvement par la réflexion sur les devenirs urbains et les espaces (co)habités ; etc. C'est, à chaque fois, d'une mutation stimulante de la discipline architecturale dont il s'agit – dans la même veine que celles portées par les acteurs et actrices de « la permanence architecturale »<sup>22</sup>, de la circularité des matières<sup>23</sup>, du libre devenir des lieux<sup>24</sup> et des « collectifs »<sup>25</sup> – ; c'est un pas vers la *déprise d'œuvre*<sup>26</sup>, et pour le meilleur.

## **Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci**

J'en reviendrai alors, pour conclure, à mon questionnement initial sur la crise existentielle des territoires, pour l'affirmer à mon tour : c'est certain, si les architectes et l'architecture ont une quelconque capacité au regard des problématiques territoriales, écologiques et sociales contemporaines, c'est autant à l'égard de la *vitalité* de ces derniers – leur capacité à accueillir la vie – qu'au sujet de leur *existence* – leurs conditions collectives de production, de déploiement, de réception. En travaillant avec les gens sur les lieux où ils vivent, il a bien été question, pour chacune des équipes engagées dans ces résidences, de retrouver une co-attention, des un-es aux autres,

---

<sup>22</sup> Edith Hallauer (éd.), *La permanence architecturale. Les rencontres au point haut*, Hyperville et al., 2016.

<sup>23</sup> Voir, s'il ne fallait citer qu'une source sur le sujet, l'impressionnant travail mené par les belges de ROTOR : <https://rotordb.org/en> et <https://rotordc.com>

<sup>24</sup> Encore Heureux, *Lieux infinis*, Pavillon français de la Biennale de Venise 2018.

<sup>25</sup> Georges, Mathias Rollot (co-éd.) *L'hypothèse collaborative. Conversation avec les collectifs d'architectes français*, Marseille, Hyperville, 2018.

<sup>26</sup> Edith Hallauer, *Du vernaculaire à la déprise d'oeuvre : Urbanisme, architecture, design*, Thèse de doctorat à l'Université Paris-Est, soutenue en 2017.

des un-es aux lieux, des lieux à tou-tes : bref, retrouver les modalités de la *coexistence des milieux*.

L'architecture en tout cela, qu'est-elle encore ? Un prétexte, c'est certain. Un objectif, peut-être, parfois, à l'occasion. Un moyen ou une méthode, oui, sans doute. Un ailleurs, une beauté, une envie, ce serait bien. Mais tout de même une évidence. Car, comme le formule bien Marc Verdier, après tout, « les territoires posent des questions qui sont celles de l'architecte. Comment habiter un paysage, un site issu d'une longue histoire de construction et de savoir-faire ? Comment interroger au mieux les potentiels des ressources locales ? Comment construire un projet (extension urbaine, réinvestissement des structures bâties existantes, évolution des modes d'habiter, mise en tension des enjeux de patrimoine et d'architecture contemporaine...) ?<sup>27</sup> ». Les architectes, pour peu qu'ils et elles sachent se départir de leurs peurs au sujet du devenir de leur discipline et ses objets, ont toutes les compétences pour être des acteurs et actrices précieux·ses du monde qui vient.

Christian Carle a peut-être raison : « la première condition du respect des hommes entre eux c'est le respect du monde où ils vivent, et en premier lieu des paysages et des cadres où leurs vies s'enracinent »<sup>28</sup>. Resterait alors à engager collectivement le transfert de notre cosmologie vers une autre, plus « biorégionale »<sup>29</sup>; un monde moins individualiste, moins anthropocentré, moins extractiviste, moins colonialiste / plus équitable, plus modeste, plus situé, plus mesuré. Une société écologique, en définitive, libérée de « l'environnement », à savoir, sous les mots du Comité Invisible, « ce qu'il reste à l'homme quand il a tout perdu », en ce sens que : « Ceux qui habitent un quartier, une rue, un vallon, une guerre, un atelier, n'ont pas d'"environnement", ils évoluent dans un monde peuplé de présences de dangers, d'amis, d'ennemis, de points de vie et de points de mort, de toutes sortes d'êtres [...] Il n'y a que nous, enfants de la dépossession finale, exilés de la dernière heure – qui viennent au monde dans des cubes de béton, cueillent des fruits dans les supermarchés et guettent l'écho du monde à la télé – pour avoir un environnement ».

<sup>27</sup> Marc Verdier (éd.), *Campagnes en projets (2005-2015), 10 ans d'ateliers territoriaux*, ENSA Nancy, 2015, p.12.

<sup>28</sup> Carle, Christian, *Libéralisme et paysage*, Paris, La Passion, 2003, p.31.

<sup>29</sup> Mathias Rollot & Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, Marseille, Wildproject, 2021.